

90 ALLEMANDS
60 hommes et 30 femmes,
secrétaires, dactylos et do-
mestiques, sont arrivés hier,
à 21 heures 20, en gare de
Vaucluse.

EN PAGE 5 : LE PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

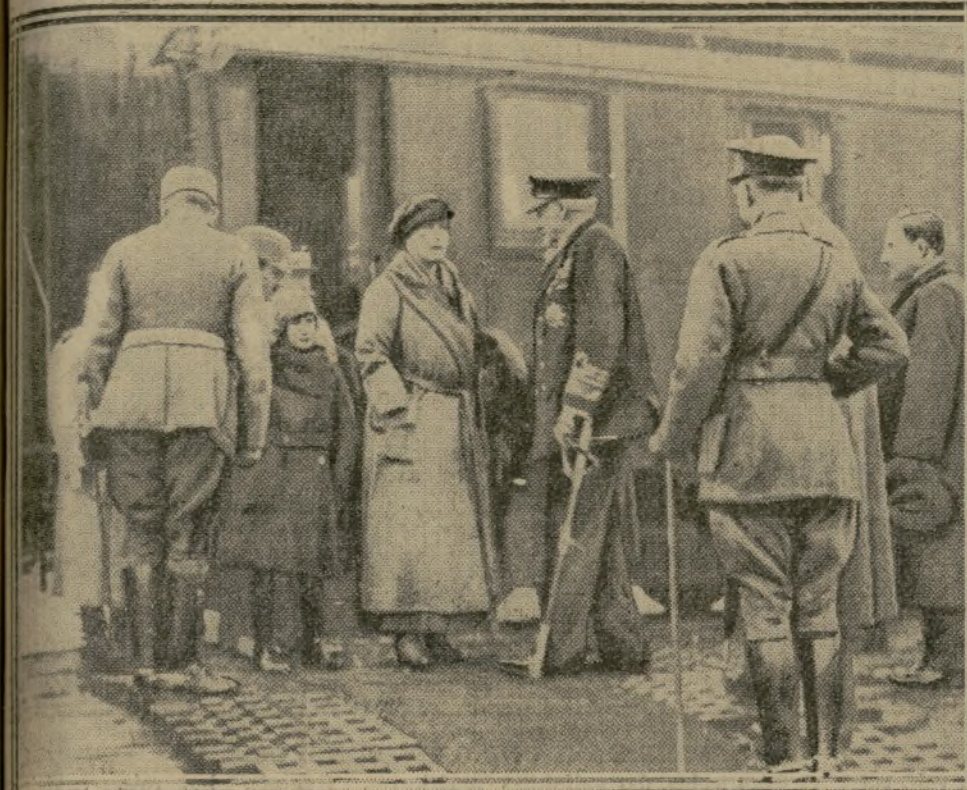
EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.083. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

MARDI
29
AVRIL
1919

Tu supportes des
injustices, console-
toi : le vrai malheur
est d'en faire.
DÉMOCRATE.

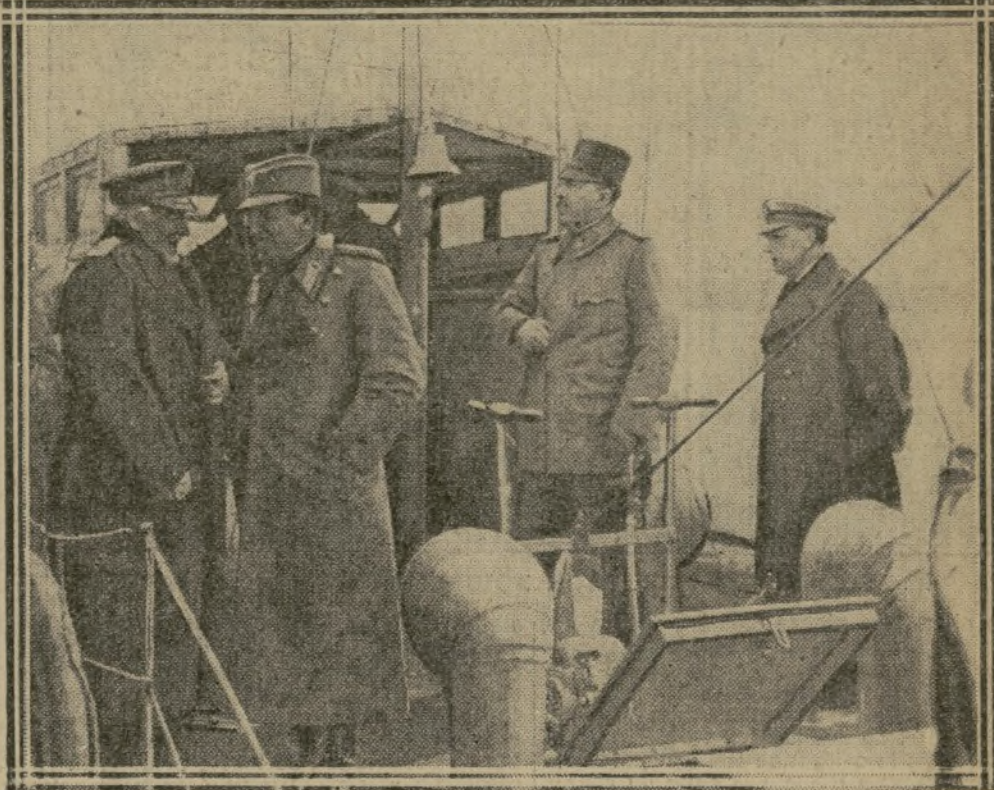
DE PARIS A BUCAREST AVEC LA REINE DE ROUMANIE PHOTOGRAPHIES DE L'ENVOYÉ SPÉCIAL D'« EXCELSIOR »



LA REINE REÇUE A SEMLIN PAR LE PRINCE ALEXANDRE



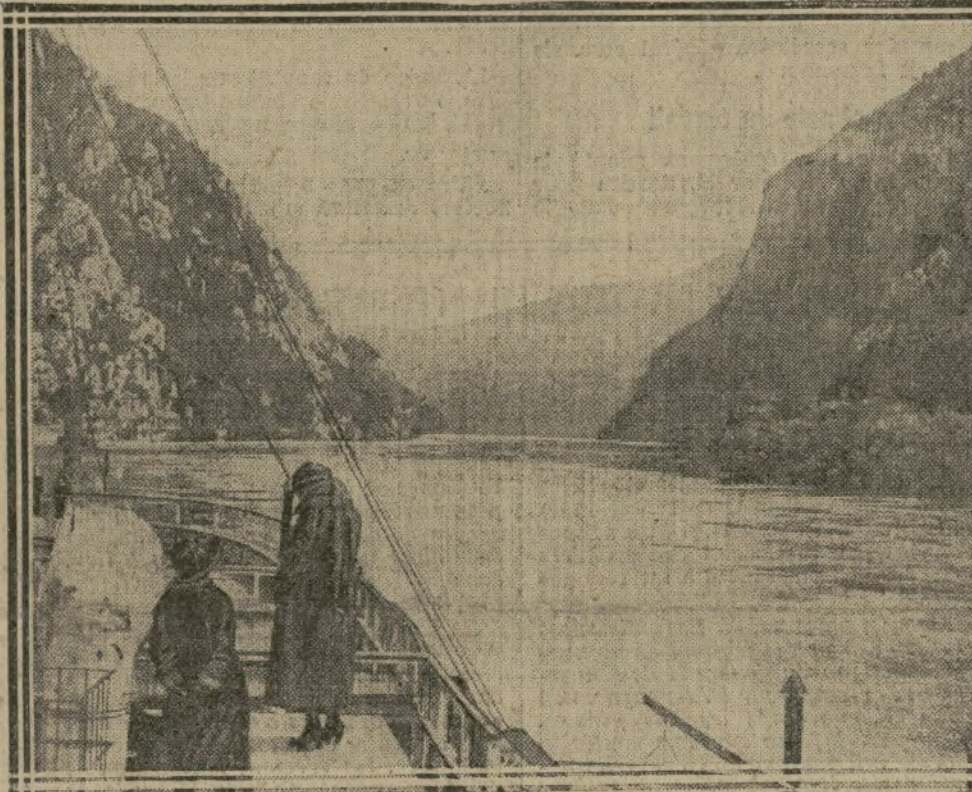
LA REINE, LE PRINCE ET L'AMIRAL TROWBRIDGE



LE PRINCE ET L'AMIRAL QUITTENT L'« ALEXANDER »



LA PRINCESSE ILEANA OFFRE DES SUCRERIES DE PAQUES



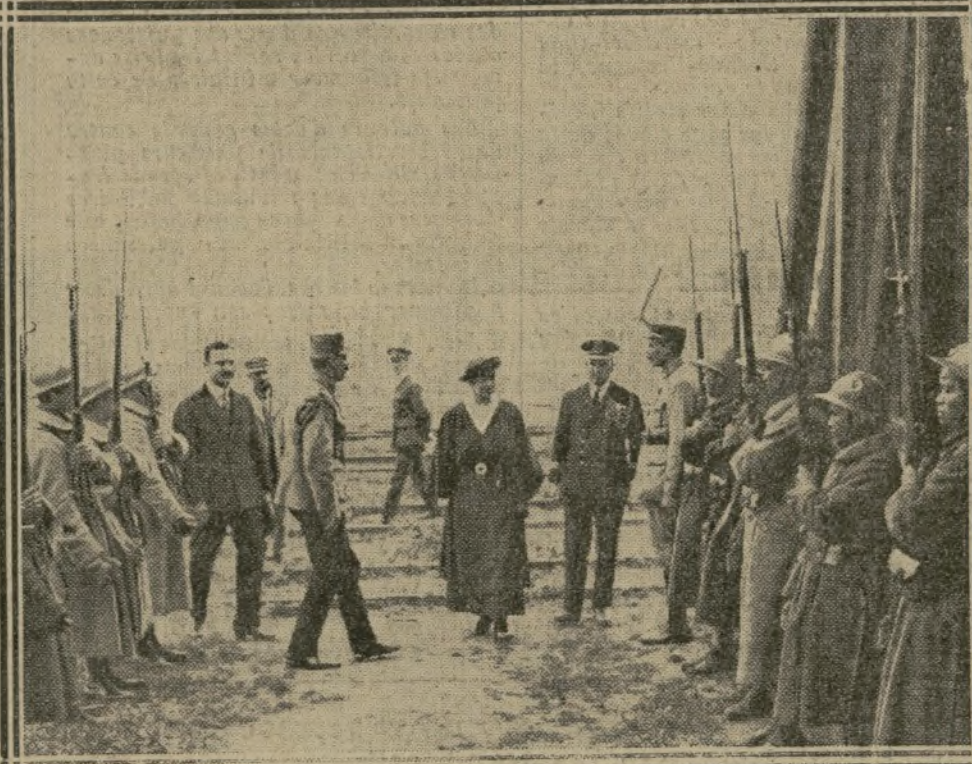
SUR LE DANUBE, AU PASSAGE DES PORTES DE FER



LA PRINCESSE ILEANA A L'ARRIÈRE DE L'« ALEXANDER »



A VERCEROVA : LA REINE AVEC UN OFFICIER ANGLAIS



LA REINE PASSE EN REVUE L'ESCORTE DES MALGACHES



ON ATTEND LA REINE MARIE EN GARE DE VERCEROVA



EN ROUMANIE : LA REINE VA MONTER DANS LE TRAIN



LA REINE DONNE DES CIGARETTES A UN SOLDAT ROUMAIN



LA FOULE ACLAME LA REINE MARIE A TURNU-SEVERIN

En quittant la France, la reine Marie de Roumanie avait accepté d'inaugurer la nouvelle ligne de l'Orient-Express, par le Simplon. Deux de nos collaborateurs ont pu accompagner la souveraine et la plus jeune de ses filles, la princesse Ileana, jusqu'à Bucarest. En raison du peu de sécurité qu'offrait la

traversée de la Hongrie, la reine quitta son train à Semlin, où elle eut une courte entrevue avec le prince Alexandre de Serbie et l'amiral anglais Trowbridge, et descendit le Danube en bateau jusqu'à Vercero, où le train la rejoignit. Il avait été escorté par des tirailleurs malgaches que, la reine passa en revue.

Ayuntamiento de Madrid

LA 5^e SÉANCE PLÉNIÈRE DE LA CONFÉRENCE DE LA PAIX LE PACTE DÉFINITIF DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS A ÉTÉ ADOPTÉ HIER A L'UNANIMITÉ

La doctrine de Monroe y a été introduite. Les amendements relatifs à l'égalité des races et aux garanties militaires complémentaires contre les agressions armées ont été éloquentement défendus par le baron Makino et par M. Léon Bourgeois, mais ils n'ont point reçu de sanction.

L'INCORPORATION DE LA CHARTE INTERNATIONALE DU TRAVAIL AU TRAITÉ DE PAIX EST UN FAIT ACCOMPLI



M. WILSON M. LEON BOURGEOIS BARON MAKINO

La cinquième séance plénière de la Conférence de la Paix s'est déroulée sans incident. Elle avait le même cadre que la précédente. Toutefois, aux tables des délégués, un vide existait entre les représentants de la France et de la Belgique : c'est la place qu'occupait la délégation italienne, dont les membres sont à Rome à la suite du conflit soulevé par les questions de Fiume et de l'Adriatique.

A l'ordre du jour de la réunion figuraient, en premier lieu, le rapport de la commission de la Société des Nations. Au président Wilson, qui avait déposé et lu le premier projet de pacte, revenait de lui l'honneur de donner connaissance des statuts présentés à titre définitif au vote de la Conférence.

Le pacte de la Société des Nations

Aux yeux du président, le nouveau texte ne se sépare du précédent que par de pure modifications de forme ; elles ont pour but unique de « rendre plus claire la rédaction du pacte, en ce qui ne l'était pas suffisamment dans plusieurs cas ». Les uns sont importantes, les autres le sont moins.

Dans la catégorie des premières, nous trouvons les conditions dans lesquelles un membre de la Société des Nations pourra se retirer ; elles figurent à l'article 17. Nous constatons également par l'article 5 que le vote des décisions devra être pris à l'unanimité. L'article 14, relatif à la création d'un tribunal permanent de justice internationale, confère à celui-ci le droit de donner des avis. Par l'article 16, l'expulsion possible d'un membre de la Société est prévue. L'article 21 — nouveau, lui aussi — incorpore la doctrine de Monroe au pacte de la Société des Nations, et le 22 donne le droit aux Etats de refuser d'être chargés d'un mandat sans leur consentement. On trouvera également aux articles 23, 24 et 25 des innovations intéressantes, dont l'une, la clause G de l'article 23, est le résultat de l'intervention des associations de défense des femmes. Enfin, l'article 26, relatif aux amendements futurs, prend, par le fait qu'il vise, un poids considérable.

Tels sont les changements que nous indique M. Wilson, et il les indique sans commentaires, parce que, dit-il, ils n'en ont pas besoin. Comme on le voit, le texte du pacte définitif ne diffère pas essentiellement dans sa forme de celui du projet présenté à la séance plénière du 14 février dernier. Toutefois, il importe de remarquer que le Conseil de la Société des Nations n'est plus le « Conseil exécutif », mais le Conseil tout court. C'est donc un acte d'association qui ne vaudra que par la bonne foi et le désir de vertu et de justice des participants. Il leur sera difficile — pour ne pas dire impossible — en raison de leur nombre, de se soustraire aux obligations morales qu'ils auront souscrites ; d'ailleurs, des moyens de pression d'ordre économique et financier apporteront leur sanction à toute infraction tentée contre le pacte.

Le principe d'égalité des races

On aurait pu croire, en raison des discussions qui avaient été engagées au sein de la commission sur certains points importants, notamment la question de l'égalité des races, celle de la localisation du siège de la Société des Nations à Bruxelles, et enfin les amendements français relatifs au contrôle effectif des armements et à la création d'un organisme militaire central permanent, que des interventions vives se produiraient à la séance plénière. Il n'en a rien été. Les défenses respectives des différents points de vue ont été présentées avec élocution et énergie, mais sans que les arguments aient eu une influence prépondérante sur le vote final.

Le principe de l'égalité de traitement des races, dont l'adoption avait été demandée par la délégation japonaise, fut soutenu par le baron Makino, hier, en séance plénière. Ses déclarations sont rédigées avec une mesure et un sens psychologique remarquables. Ce qu'il y a de grave, dans la question de l'égalité des races, n'est-il dit, c'est qu'elle constitue « un grief permanent qui pourrait devenir à tous moments aigu et dange-reux ». Et cela surtout parce qu'elle met en jeu une passion humaine profonde : la réalisation immédiate de l'égalité humaine.

Or pour éviter toute complication et apporter toute clarté au débat, la délégation japonaise a fait connaître qu'elle ne se proposait nullement de poursuivre cette réalisation. Mais, — et voici l'argument essentiel de la thèse japonaise, — la Société des Nations doit être une organisation mondiale d'assurance mutuelle contre la guerre, et un individu d'une nationalité quelconque doit être prêt, si nécessaire, à sacrifier sa propre personne pour défendre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique d'un des membres de la Société. Peut-on, dès lors, lui refuser d'être placé sur le pied d'égalité avec les gens qu'il entend défendre, même au prix de sa vie ? La délégation japonaise, devant l'impos-

ON DANSE CHEZ CLERET...

tous les soirs, 94, rue d'Amsterdam, la plus jolie salle. Le meilleur orchestre.

Le siège de la Société des Nations

Je ne puis dissimuler que la décision du Comité de la Société des Nations, fixant autre part qu'à Bruxelles le siège de la Société, a provoqué en Belgique et dans l'opinion publique belge une très profonde déception. Ainsi s'est exprimé M. Hymans, ministre des Affaires étrangères de Belgique ; et il n'en a point dit davantage.

Les garanties d'ordre militaire

Lors de la séance du 14 février 1919, où fut donnée communication du premier projet de pacte de la Société des Nations, M. Léon Bourgeois avait demandé des garanties d'ordre militaire, complémentaires de celles qui y étaient prévues. Et, depuis cette époque, il s'était attaché à obtenir ce qu'il considérait et considère encore comme indispensable à la sécurité de l'avenir de la nouvelle institution internationale. La délégation française présente donc deux amendements sur les articles 8 et 9 du projet de convention. En voici les termes :

ART. 8. — Les hautes puissances contractantes, résolues à se donner franchise et pleine connaissance mutuelle de l'échelle de leurs armements et de leurs programmes militaires et navals, ainsi que des conditions de leurs industries susceptibles de s'adapter à la guerre, institueront une commission chargée des constatations nécessaires.

ART. 9. — Un organisme permanent sera constitué pour prévoir et préparer les moyens militaires et navals d'exécution des obligations que la présente convention impose aux hautes puissances contractantes, et pour en assurer l'efficacité immédiate dans tous les cas d'urgence.

Ces amendements ne furent point acceptés à l'unanimité par la commission. Mais, aux yeux de la délégation française, ils avaient une telle importance qu'elle en jugea indispensable la discussion publique.

C'est ainsi que M. Léon Bourgeois a été amené à prononcer un discours d'une élocution et, parfois aussi, d'un pathétique qui en ont fait le principal événement de la séance plénière.

Ce qu'il a voulu, a exposé M. Léon Bourgeois, la délégation française, c'est réaliser un moyen terme entre deux tendances extrêmes.

La base du système est que la force militaire doit manquer aux récalcitrants :

— La limitation effective des armements est la condition suprême de la paix.

C'est pour la réalisation de cette con-

dition que les deux amendements ont été proposés.

M. Léon Bourgeois a rappelé que les grandes associations fondées en faveur de la Société des Nations avaient formellement adopté les propositions françaises, faites, non pour défendre la cause de la France, mais celle de tous les Etats.

— Nous ne parlons pas seulement, nous, Français, a-t-il dit, au nom de nos dix-sept cent mille morts, mais au nom des morts innumérables tombés pour le Droit sur tous les fronts d'Europe, et qui ont voulu que leurs enfants et les enfants de leurs enfants soient mis, par tous les moyens dont dispose la volonté humaine, à l'abri de semblables hécatombes.

Telles ont été les principales interventions à la discussion du projet. Nous citerons encore celles de MM. Juan-Antonio Buerro, délégué de l'Uruguay, et Burgos, délégué de la République de Panama, qui interprètent la convention au point de vue sud-américain. M. Klotz, ministre des Finances, déposa le projet d'une section financière de la Société des Nations, et M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, après une courte déclaration appuyant les amendements développés par M. Léon Bourgeois, demanda que la présidence de Monaco fût ajoutée à la liste des Etats non invités à accéder au pacte.

Le projet de convention fut adopté à l'unanimité, après des réserves exprimées par M. Alfonso Costa, au nom du Portugal, au sujet de la désignation des représentants de la Belgique, du Brésil, de la Grèce et de l'Espagne comme membres du Conseil.

Le premier secrétaire général sera sir James Eric Drummond.

La charte du travail

La Conférence a également adopté le texte nouveau établi par M. Borden pour les neuf principes à incorporer dans le

traité de paix, sur la proposition de la commission de législation internationale du travail :

1° Le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce.

2° Le droit d'association en vue de tous objets non contraires aux lois, aussi bien pour les salariés que pour les employeurs.

3° Le paiement aux travailleurs d'un salaire leur assurant un niveau de vie convenable tel qu'on le comprend dans leur temps et dans leur pays.

4° L'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures comme but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu.

5° L'adoption d'un repos hebdomadaire de vingt-quatre heures au minimum, qui devrait comprendre le dimanche toutes les fois que ce sera possible.

6° La suppression du travail des enfants et l'obligation d'apporter au travail des jeunes gens des deux sexes les limitations nécessaires pour leur permettre de continuer leur éducation et d'assurer leur développement physique.

7° Le principe du salaire égal, sans distinction de sexe, pour un travail de valeur égale.

8° Les règles édictées dans chaque pays au sujet des conditions du travail devront assurer un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant légalement dans le pays.

9° Chaque Etat devra organiser un service d'inspection, qui comprendra des femmes, afin d'assurer l'application des lois et règlements pour la protection des travailleurs.

L'examen du rapport sur les responsabilités, en raison de l'heure tardive, a été reporté à une séance ultérieure. — JEAN MÉNEVAL.

(Lire en page 5 le texte du Pacte de la Société des Nations.)

LES PUISSANCES METTENT EN ACCUSATION L'EX-KAISER QUI COMPARAITRA DEVANT UN TRIBUNAL SPÉCIAL

Voici le texte du projet d'articles préparé par le Comité de rédaction de la Conférence, suivant les instructions données par le Conseil des premiers délégués des puissances à intérêts généraux :

ARTICLE PREMIER. — Les puissances alliées et associées mettent en accusation publique Guillaume II de Hohenzollern, ex-empereur d'Allemagne, non pour crime d'après les lois pénales, mais pour offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités.

Un tribunal spécial sera constitué pour juger l'accusé en lui assurant les garanties essentielles du droit de défense. Il sera composé de cinq puissances nommées par chacune des cinq puissances suivantes, savoir : les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon.

Le tribunal jugera sur motifs inspirés des principes les plus élevés de la politique entre les nations, avec le souci d'assurer le respect des obligations internationales, et des engagements internationaux, ainsi que de la morale internationale. Il lui appartiendra de déterminer la peine qu'il estimera devoir être appliquée.

Les puissances alliées et associées adresseront au gouvernement des Pays-Bas une requête le priant de livrer l'ancien empereur entre leurs mains pour qu'il soit jugé.

ART. 2. — Le gouvernement allemand n'ayant pas assuré la punition des personnes accusées d'avoir commis des actes contraires aux lois et

coutumes de la guerre, celles-ci seront poursuivies et traduites par les puissances alliées et associées devant les tribunaux militaires, et, s'il y a lieu, condamnées aux peines communément prévues par les lois militaires.

Le gouvernement allemand devra livrer aux puissances alliées et associées, ou à celle d'entre elles qui lui en adressera la requête, toutes personnes qui, étant accusées d'avoir commis un acte contraire aux lois et coutumes de la guerre, lui seraient désignées soit nominativement, soit par le grade, la fonction ou l'emploi auxquels ces personnes auraient été affectées par les autorités allemandes.

ART. 3. — Les auteurs d'actes contre des ressortissants d'une des puissances alliées et associées seront traduits devant les tribunaux militaires de cette puissance.

Les auteurs d'actes commis contre des ressortissants de plusieurs puissances alliées et associées seront traduits devant des tribunaux militaires composés de membres appartenant aux tribunaux militaires des puissances intéressées.

Dans tous les cas, l'accusé aura droit à désigner lui-même son avocat.

ART. 4. — Le gouvernement allemand s'engage à fournir tous documents et renseignements, de quelque nature qu'ils soient, dont la production serait jugée nécessaire pour la connaissance complète des faits incriminés, la recherche des coupables et l'appréciation exacte des responsabilités.

DE PARIS A BUCAREST EN CHEMIN DE FER

S. M. LA REINE DE ROUMANIE INAUGURE LE NOUVEL ORIENT-EXPRESS

La souveraine a présidé aux débuts de la nouvelle ligne, qui emprunte un parcours évitant les capitales ennemies.

LA REINE S'EST RENCONTRÉE, A SEMLIN, AVEC LE PRINCE ALEXANDRE DE SERBIE

Ce premier voyage a été fertile en incidents, heureusement peu graves, et s'est terminé par un accueil vibrant en gare de Bucarest.



UN ARRÊT DANS UNE GARE HONGROISE

On voit, entre les deux trains, des uniformes américains, français, hongrois, anglais, roumains et serbes.

L'Orient-Express d'avant guerre partait de Paris pour Constantinople par Vienne et Budapest ; en fait, la branche principale était celle qui, de Berlin, rejoignait en Autriche cet itinéraire. Ce grand train international, exploité par une société dont les capitaux sont en majorité français, était une sorte de Balkan Zug, assoupli par la ténacité de nos ennemis à servir des intérêts surtout germaniques. Il est clair que cette situation ne doit pas survivre après notre victoire : la Compagnie des Wagons-Lits, à qui l'Allemagne a confisqué et saboté un important matériel, a donc répondu volontiers aux suggestions des gouvernements alliés et des administrations ferroviaires intéressées.

De Paris (et Londres), ce train gagne Milan par Lausanne et le tunnel du Simplon, puis Venise, Trieste, Lioubiana (Ljubljana), Zagreb (Agram) ; au delà, il se bifurque, partie par Belgrade, où il rejoint les rails de l'ancien Orient-Express, pour desservir ultérieurement Constantinople, Salonique, Athènes ; partie par Bucarest, où il sera prolongé sur Constantza et sur Odessa. A Milan, il est en correspondance avec un rapide sur Turin, Lyon, Limoges, Bordeaux. Tous les trains de ce service, qui ont commencé à rouler le 15 avril dernier, sont quotidiens dans les deux sens. Evitant soigneusement les capitales ennemies, ils relient par une voie rapide les territoires de peuples amis, de l'Atlantique à la mer Noire et à l'Archipel ; ils gravent sur la carte d'Europe des traits d'une politique interalliée de chemins de fer.

Le Simplon-Orient-Express train royal

S. M. la reine de Roumanie, mise au courant de l'innovation projetée, en a tout de suite apprécié la valeur internationale ; elle a résolu donc d'inaugurer le Simplon-Orient-Express elle-même, pour rentrer à Bucarest après son séjour à Londres et à Paris ; elle demandait seulement d'emmener avec elle quelques wagons chargés de l'intention de ces pauvres. Le train royal, allongé selon ce charitable désir, quittait Paris le 16 avril au soir ; il a, de bout en bout, jalonné tout l'itinéraire. Sa Majesté, qui devait consacrer une journée à Aix-les-Bains, pour répondre à une invitation d'un groupe de soldats, ses obligés, avait bien voulu rentrer à Paris, tout express, pour en repartir par le nouvel Orient-Express ; une mission d'officiers français avait été désignée pour accompagner le train jusqu'à Bucarest, en témoignage de respectueuse gratitude pour l'attention à la fois gracieuse et politique de la souveraine.

Ce fut vraiment une grande première, à laquelle n'ont pas manqué les incidents.

Le prince Alexandre salue la reine

J'avoue que cette combinaison m'a laissé sceptique. J'avais quelques raisons de penser que, de ce côté-là, le pari était perdu. L'été, ce n'était pas bien sérieux. L'été, c'est ce n'aurait pas suffi pour troubler le calme courage de la reine. Nous avons eu la clef de l'énigme à Semlin, lorsque nous vîmes sur le quai le prince Alexandre de Serbie. Il était venu saluer la souveraine et s'enquiert particulièrement, dit-on, de la santé des sœurs aînées de la princesse Ileana, qui sont demeurées en France. Sans doute, une telle conversation n'était pas indifférente, en un moment où la Roumanie et la Serbie, nées des malentendus locaux, ont tant de raisons de resserrer les liens du plus amical voisinage.

De Semlin jusqu'aux Portes de Fer, nous avons navigué sur un vapeur fluvial ; merveilleuse excursion dont le professeur Murgoi, de Bucarest, nous détaillait au passage toutes les curiosités pittoresques et légendaires. A Vercorova, sur le seuil du territoire roumain, la garde française qui avait accompagné le train royal s'est rangée pour rendre les honneurs ; peloton de coloniaux magichas emprunté aux troupes d'étapes de l'armée de Hongrie et dont la présence faisait ressortir l'association sympathique de toutes nos forces nationales avec celles de la Roumanie, prête à acclamer la plus justement populaire des reines. L'accueil fut vibrant, en effet, tout le long du parcours, jusqu'à la réception officielle en gare de Bucarest.

Un seul Hohenzollern règne aujourd'hui en Europe : c'est le roi Ferdinand de Roumanie ; il n'a jamais voulu signer la paix imposée par son cousin Guillaume II, maintenant déchu et déchu ; la Roumanie, qui a beaucoup souffert de la guerre, se redresse, toujours fidèle, aux côtés des Alliés ; sa vaillante armée, régénérée sur les champs de bataille, prend l'offensive contre les Bulgares et rompt le charme funeste des idylles chauchées avec les bolcheviks. Nous ne doutons pas que le nouvel Orient-Express, par sa station et promesse de familiarité internationale, fournisse une carrière brillante à la plus intelligente des bonnes fées à présider à ses débuts.

Henri LORIN.

L'avenir

Tous les actes du gouvernement portent la marque russe. La révolution a été préparée par des prisonniers russes et par toute une nuée de propagandistes qui ont envahi le pays il y a quelques mois.

Depuis plusieurs semaines, Bela Kun est chaque jour en relations radiotélégraphiques avec Lenine.

Mais, malgré tout, il faut espérer que cette victoire du bolchevisme ne pourra être que passagère, et qu'un pareil régime affirmera lui-même son impuissance et son impossibilité.

L'aspect de la ville

Tout n'est que machination et intrigue, exploitation et corruption.

UN RÉCIT DE LA RÉVOLUTION DES SOVIETS EN HONGRIE

Une personnalité rentrée récemment de Budapest nous retrace les multiples aspects de la crise provoquée par les bolcheviks magyars.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À BERLIN]

Un haut fonctionnaire, rentré récemment de Budapest, nous a fait le récit que voici de la révolution hongroise, sous la promesse formelle que son nom ne serait point révélé. Les renseignements qu'il nous a fournis nous ont paru, malgré l'anonymat, dignes d'être publiés. — M. B.

Le 13 avril, nous étions avisés d'avoir à quitter Budapest le lendemain matin, à 8 heures.

Toute la nuit, Budapest présentait une agitation extrême : une foule énorme s'assemblait dans la partie est de la ville, des autos amenaient des troupes de l'armée rouge, des mitrailleuses, des mitrailleurs. Il semblait qu'un combat de rues était imminent.

Dès les premières heures du jour, nous étions tous rassemblés à la gare. Des coups de feu éclataient au loin : on racontait que Bela Kun, le ministre bolchevik des Affaires étrangères, avait été fusillé ; que Wekerlé et l'archiduc Joseph venaient d'être mis en prison. Mais tous ces bruits furent bientôt démentis.

Enfin, après vingt heures d'attente, notre train se mit en marche. Dans chaque wagon, des soldats de l'armée rouge avec leurs pompes rouges à la poitrine, montaient la garde. Nous n'avions pas à nous plaindre de leur conduite : sans doute, pour des raisons politiques, avaient-ils reçu l'ordre de nous traiter convenablement. Nous fîmes pour eux une collecte. A la frontière, ils descendirent et saluèrent notre train.

La dictature bolchevik

Le gouvernement bolchevik proclame que le nouveau régime est l'expression de la volonté nationale. Rien n'est plus faux.

Tant en ville qu'à la campagne, 80 0/0 de la population restent antibolchevik. Bela Kun et ses amis ne se maintiennent que par la terreur, en s'appuyant sur une minorité armée, — l'armée rouge, — et sur ceux qui, n'ayant rien à perdre, osent tout ! De pareils éléments sont naturellement peu sûrs et toujours disposés à n'agir que suivant leur propre volonté.

La semaine dernière, les représentants de l'armée rouge dans le Conseil du peuple allèrent jusqu'à demander qu'on leur laissât piller la ville pendant trois jours. La proposition fut rejetée. Les rouges en ressentirent un vif mécontentement et les pires excès sont à redouter.

Le régime communiste

Toutes les armes ont été saisies. Défense d'en acheter, sous peine de mort. Même interdiction pour les munitions.

L'opinion publique est pour ainsi dire supprimée. Tous les journaux de Budapest (publiés) — le même article de fond, rédigé par le gouvernement. D'interminables listes sont remplies de laborieux décrets concernant l'organisation de la vie privée et de la vie publique.

La censure est si sévère que la vérité ne peut même pas se faire jour à travers les lettres. Quant au téléphone et au télégraphe, ils ne fonctionnent plus.

Toutes les banques et les industries sont déjà socialisées. Des délégués du gouvernement du prolétariat se sont présentés dans ces établissements, accompagnés de gardes rouges, et on ont chassé les directeurs et les administrateurs pour les remplacer par des gens inexpérimentés.

Les plus grands financiers ont été ainsi ruinés du jour au lendemain. Le directeur de la maison Manfred Weiss, dont la for-

tune était évaluée à 800 millions de couronnes, s'est trouvé brusquement réduit à la misère et s'est suicidé ; le président de la Banque de Crédit hongroise, M. Léo Lanczy, qui passait pour l'un des plus riches hongroises de Budapest, a de même perdu sa situation et sa fortune ; il a été frappé d'apoplexie, et sa femme est devenue folle. Toutes les propriétés appartenant à l'Etat, Les propriétaires sont expropriés et paient le loyer de leur propre maison. Le gouvernement fixe le nombre de chambres qui doivent être abandonnées, meubles au profit de familles ouvrières. Les nouveaux occupants ont l'usage de la cuisine et de toutes les commodités ; dans beaucoup de cas, ils mangent déjà à la table du propriétaire.

Dans les maisons trop petites pour pouvoir en distraire des chambres, les habitants doivent laisser prendre un bain par jour à des enfants d'ouvriers et fournir le savon ainsi que l'eau chaude.

Toute la partie d'une valeur supérieure à 1.000 marks, tout objet d'art, tableau, tapis, mobilier de salon, même les collections de timbres-poste, tombent sans indemnité aux mains de l'Etat.

Le gouvernement prolétarien acquiert de cette façon des milliards ; mais cet argent ne coule pas en entier dans les caisses publiques ; une partie s'écoule dans les poches de pas mal d'intermédiaires.

On cite le cas du ministre Bela Kun lui-même, qui se trouvait encore en prison il y a quelques semaines, et qui possède aujourd'hui plusieurs millions de couronnes, mais en sûreté en Suisse.

L'aspect de la ville

Tout n'est que machination et intrigue, exploitation et corruption.

STOCK CONSIDÉRABLE
BUREAUX AMÉRICAINS & FRANÇAIS
Fourniture de bureaux et de matériel
Chaises en bois corbeille
Classiers verticaux et horizontaux
Bibliothèques très importantes
COFFRES DE SÉCURITÉ
BUREAUX DE LUXE
NOUS SOUDONS
les meubles de bureaux et de bureaux
de nos locaux dans les provinces
et les colonies.
A envoyer avant la fin du mois.
Belle. N° 61 JANIAUD & Co
61, Rue Rochefort

LES SCIENCES CONJECTURALES

PAR LE VICOMTE DE BONDY

Nous allons revoir dans les journaux la rubrique des courses, avec les si alléchants pronostics pour l'après-midi. Chacun de ces noms de chevaux mis en relief attire les yeux comme une belle espérance. Toute déduction d'ailleurs nous paraît assez raisonnée pour pouvoir nous faire l'avis de nous attendre à quelque chose de bon, ainsi qu'une avance d'honneur à la part sportive de présenter ces déductions est à ce point entrée dans les mœurs que pendant la guerre certains de nos chroniqueurs n'ont pas craint de l'employer. Je ne me souviens plus des termes exacts, mais nous connaissons des phrases dans la manière de dire :

« Les liens de mon correspondant de La Morue que Mangin a pris un bon galop ce matin à l'exercice; il ne faut donc pas le perdre de vue, car je ne serais pas surpris que, prochainement, etc... »

Les événements à la guerre et aux courses ne passent pas toujours le lendemain exactement comme les a prédits le chroniqueur ; mais les événements de la veille que rapporte un journaliste dans la colonne à côté ne se passent pas non plus toujours exactement comme il le dit, parce qu'on les lui a racontés à travers. Tout cela se ressemble assez : il est difficile en quoi que ce soit de démêler le vrai de la fiction. Les faits contredisent les prévisions, les récits déforment les faits ; et, de surcroît, à percevoir et de la paresse à se rappeler, se forme peu à peu, pour plus tard, une œuvre moyenne, conventionnelle, qu'on appelle l'histoire.

Mais l'homme, parce qu'il est surtout maître de cette chose merveilleuse vers laquelle il marche, et qui est demain, pardonne plus facilement à l'écrivain une erreur sur un fait qu'à une anticipation que les événements n'ont pas démentie.

Je me rappelle avoir lu, cet hiver, une lettre à un lecteur publiée par un journal au sujet des pluies et des inondations de la Seine. Elle terminait à peu près ainsi : « Et dire que les pluies, l'an passé, nous ont affirmé que les pluies étaient dues à l'intensité de la canonicité ! On préfère ne pas être savant ! »

Je ne connais pas de météorologistes et n'ai eu aucun renseignement, mais je suppose que personne ne doit être plus insoufflé qu'eux.

C'est que leurs erreurs de pronostics atteignent directement les particuliers. Un astronome (ce qui n'arrive d'ailleurs pas) nous annonce, par exemple, le passage d'une comète pour le jeudi ; si la comète ne passe que vendredi, cela nous touche personnellement comme le ne touche pas celui qui nous crève au-dessus de la tête. Le monsieur qui, sur la foi de l'Angot, prend sa canne au lieu de son parapluie, ou organise une partie à Meudon avec une amie, et qui est saucé dans les deux cas, est assez excusable, quand il rentre, de dire savoir au prophète dans quelle pierre il se tient.

Mais ce qui m'avait le plus frappé dans la note du plaignant, c'est sa phrase finale : On n'a rien pu faire. C'est la phrase finale : On n'a rien pu faire.

Voilà quelqu'un qui se satisfait de peu, qui se contente de ce qu'il a, et qui est certain que la dernière ignorance est abordable, même pour lui qui n'a pas beaucoup de dons. Peut-être que, par là, on peut dire que ce n'est pas vouloir prendre le propre d'un sage, mais assumer s'en vanter d'un sot. On ne peut se vanter que d'une chose méritoire, et il n'y a aucun effort à faire pour rester dans l'ignorance de la moule ou du petit enfant.

Je me demande à quel genre peut appartenir l'homme qui a écrit cette phrase monumentale, et à quel genre peut appartenir l'homme qui a écrit cette phrase monumentale.

Je me demande à quel genre peut appartenir l'homme qui a écrit cette phrase monumentale, et à quel genre peut appartenir l'homme qui a écrit cette phrase monumentale.

Je me demande à quel genre peut appartenir l'homme qui a écrit cette phrase monumentale, et à quel genre peut appartenir l'homme qui a écrit cette phrase monumentale.

Je me demande à quel genre peut appartenir l'homme qui a écrit cette phrase monumentale, et à quel genre peut appartenir l'homme qui a écrit cette phrase monumentale.

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

POUR LES PRÉLIMINAIRES DE PAIX

90 MEMBRES DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE SONT ARRIVÉS, HIER SOIR, A VERSAILLES

Pour soustraire à la curiosité les voyageurs, le train les amenant de Cologne les a débarqués à Vaucresson, d'où ils ont gagné leur résidence en automobile.

Aujourd'hui, arriveront M. de Brockdorff-Rantzau et les principaux plénipotentiaires.

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)

PEPINSTER, 28 avril. (De notre envoyé spécial). — Le premier train de délégués allemands, contenant quatre-vingt-dix personnes, est passé à Pepinster à 8 heures. Le public belge, massé sur les quais, a manifesté à peine de curiosité. Le service d'ordre était fait par des gendarmes français, qui empêchaient quiconque de monter ou de descendre du train allemand. Le convoi contenant le comte de Brockdorff-Rantzau et les principaux plénipotentiaires est attendu demain mardi, il arrivera le soir, à 9 heures, à Versailles. — Gnoc.

L'ARRIVÉE A VAUCRESSON

Versailles est tout à la fièvre de vivre une des grandes périodes de l'histoire, aussi est-elle à la veille d'être surpeuplée de curieux. Ceux-ci sont déjà en si grand nombre qu'on n'a pas voulu amener directement dans l'une de ses gares les Allemands — et Allemandes — qui composent la seconde délégation.

A 7 h. 30, hier soir, une mystérieuse caravane, composée de dix-huit voitures de tourisme, de quatre autobus et de cinq camions, s'est mise en marche pour une destination inconnue. Nous l'avons naturellement suivie, pour stopper à Vaucresson un peu avant la complète tombée du jour. M. Oudalé a fait accomplir cette petite armée de voitures sur la place de la gare et a lancé des ordres pleins de rondeur et d'énergie.

Alors, la gendarmerie, quand vous voudrez ! (Est-ce qu'ils vont rester dans leur autobus ?)

Puis, entrant dans la gare :

— Allez vite, n'attendez pas le dernier moment.

Il y a là M. Chaillet, préfet de Seine-et-Oise ; son chef de cabinet, M. Régner ; le lieutenant-colonel Henry, le lieutenant Monod et M. Festu, adjoint au maire de Vaucresson.

Sur le quai, se promènent de long en large, très isolés, en attendant leurs compatriotes : M. Propp, chef de gare, et M. Walker, inspecteur des Postes, qui font partie de la première délégation.

9 h. 20. Un signal, un coup de sifflet de locomotive : « Les voilà ! »

Le convoi, composé de six voitures allemandes et d'un wagon-restaurant français, s'arrête comme un brave train de banlieue. Des files aux portières, des familles et des loggions, des faces graves qui se composent une expression de circonstance. Personne ne descend. On attend des ordres.

Le commandant Bourgeois, de la mission du colonel Henry, saute sur le quai :

— Je les ai pris ce matin, à 5 heures, à Cologne. Voyage sans incident. Ils ont déjeuné et dîné dans le train.

— Que pensent-ils ?

— Ils sont enchantés...

— Enchantés de la bonne chère, à laquelle ils ont fait copieusement honneur.

— Combien sont-ils ?

— En comptant les domestiques, quarante-vingt-dix, dont trente femmes, dactylographes.

Disciplinés, les voyageurs mettent pied à terre, chacun se chargeant de son bagage à main.

Voici le conseiller d'ambassade von Keller. Conseillers des Affaires étrangères : MM. Bohmstedt, Wewer, Schultze, Soika,

Findehüter ; les secrétaires des Affaires étrangères : Rodiger, Autzen, Baumbach, Burdow ; les fonctionnaires de chancellerie : Niedert et Lange ; le secrétaire de consulat, Walker, le docteur Feldmann, le conseiller Reimeke, le secrétaire Klaus, etc. Et puis, voici les femmes, la plus titrée étant Mme Zelmia Eljess, interprète en chef.

Pour la plupart, elles sont jeunes, et à la vive lumière du magnésium on distingue quelques-uns des yeux bleus et un air décent. Physiquement et moralement, elles sont moins embarrassées que les hommes. Beaucoup de ceux-ci ont une canne et un parapluie. Elles rient de l'accessoire que la neige et les averse ont justifié jusqu'au moment de leur arrivée. Pour le moral, elles ont pris l'habitude de personnes qui se sentent moins de responsabilités que les hommes devant la guerre.

Les plus gros personnages de cette délégation prennent place dans les voitures de tourisme, découvertes, mais capotées de toile, les autres montent dans les autobus. Un de ces véhicules est réservé à l'élément féminin, un autre emmène à Versailles les dix gendarmes qui étaient dans le train, et dont la mission se terminait à Vaucresson.

Dans les camions on enfasse les malles solides et les valises qui témoignent qu'il y avait encore du cuir en Allemagne.

Depuis que le train est en gare, les éclairs et les détonations de magnésium se succèdent. La surprise fait rire quelques-uns des nouveaux hôtes de Versailles. Pas de nerfs, et de la tenue. Quant aux femmes, avant de grimper, comme on les y invite, dans ces *Madeleine-Bastille*, elles regardent, amusées, le jeu des photographes.

Un Allemand, dont la curiosité est moins désintéressée, aborde celui d'Excelsior qui vient d'opérer et lui chuchote à l'oreille, en excellent français :

— Si vous voyez votre confrère, M. X... dites-lui donc que son camarade du *Ruder Club* fait partie de la délégation.

La caravane, qui n'a plus rien maintenant de mystérieux, prend la route de Versailles et s'arrête devant l'Hôtel des Réservoirs où tout le monde descend.

Ils sont ici dans un secteur fermé, nous dit M. Oudalé.

De fait, deux barrières étaient établies par des gendarmes et 50 soldats du génie, de telle sorte que les Allemands, afin de s'installer, pouvaient, hier soir, aller et venir entre cet hôtel et l'hôtel Suisse, également réquisitionné.

Pour le moment, tous entraînent à celui des Réservoirs.

Dans le salon du rez-de-chaussée M. von Lersner, de la première délégation, recevait M. von Keller et ses principaux compagnons. Par les hautes fenêtres, éclairées à giorno, on voyait un groupe se former et s'éloigner de plus en plus compact. Il y avait des poignées de main, des signes de tête, pas un sourire !

Chacun venait lui prendre son billet de logement. Un certain nombre ne faisaient qu'entrer et sortir. Ce sont ceux que l'hôtel Suisse hébergera.

Et dans la nuit les curieux, massés derrière l'un et l'autre barrière, accusaient un échec qui diminuait en eux le sentiment de notre victoire ; on leur avait escamoté la seconde délégation !

Mais que dire de ceux qui étaient allés se morfondre à la gare des Chantiers ? Rien, sinon qu'ils espèrent prendre leur revanche ce soir. — ROGER VALBELLE.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

De gauche à droite, en haut : 1. Les secrétaires traversent la gare de Vaucresson ; 2. Les dactylos les suivent. — De gauche à droite, en bas : 1. Les secrétaires et les

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

ALLEMANDE A VAUCRESSON, A 9 h. 30 DU SOIR, PUIS A VERSAILLES.

EN ITALIE

LA QUESTION DE FIUME VIENDRA AUJOURD'HUI AU PARLEMENT ITALIEN

Le gouvernement ne prendra pas d'initiative grave sans être fixé sur les intentions des Alliés.

ROME, 28 avril. — La grande journée parlementaire, celle qu'on a qualifiée déjà de « journée historique », est fixée à demain. Des maintenant, une commission sénatoriale et une commission de la Chambre des députés, de dix membres chacune, ont été constituées et ont déjà pris contact. L'une est présidée par M. Luzzatti, l'autre par M. Tiloni, ancien ambassadeur à Paris.

Dans les couloirs de Montecitorio, une idée fait d'heure en heure son chemin : c'est celle d'une prompte annexion de Fiume. Toutefois, l'opinion prévaut que le gouvernement ne pourrait prendre une initiative aussi grave tant qu'il ne sera pas fixé sur les intentions des Alliés, ce qui concerne la discussion et la signature des préliminaires de paix avec l'Allemagne.

Ajournement du Conseil des ministres

ROME, 28 avril. — L'entretien de M. Orlando avec M. Nelson Page s'étant prolongé après une heure, la réunion du Conseil des ministres, qui devait avoir lieu aujourd'hui, a été renvoyée à demain matin.

Bien que rien n'ait transpiré de la longue conversation du président du Conseil avec l'ambassadeur des Etats-Unis, on lui attribue une importance exceptionnelle.

Le problème de Kiao-Tcheou à la Conférence de la paix

Hier, le comité des « Trois » s'est occupé de la question de Kiao-Tcheou et du Chantung. On assure qu'un terrain d'entente aurait été trouvé. L'Allemagne devrait renoncer à ses droits sur les territoires objets des contestations actuelles, et ces droits seraient transférés au Japon, qui aurait alors à se mettre d'accord avec la Chine. L'accord, toutefois, serait communiqué aux puissances de l'Entente avant d'entrer en vigueur.

Pour le chômage général après-demain jeudi 1^{er} Mai

Les restaurants et cafés seront fermés

Le comité de l'Union syndicale des restaurateurs et limonadiers du département de la Seine a décidé hier d'inviter ses adhérents à ne pas ouvrir leurs établissements (restaurants et cafés) le jeudi 1^{er} mai.

Le comité, en demandant l'observation de cette décision, ajoute qu'il « déclare toute responsabilité pour tous les incidents qui pourraient survenir par suite de la non-observation de cette décision ».

Arrêt de deux heures dans les services électriques

Dans les usines électriques, tout le personnel d'entretien, chauffeurs, mécaniciens et électriciens, devra manifester pendant deux heures, à partir de huit heures, non-distribution de courant.

Le chômage devra être complet pour tous les services extérieurs.

Le personnel des services de la Guerre

M. Abrami, sous-secrétaire d'Etat de la Guerre, vient d'adresser une circulaire au maréchal de France, commandant en chef les armées de l'Est, aux gouverneurs militaires de Paris et de Lyon, et aux généraux commandant les régions, disant que, conformément au précédent établi depuis plusieurs années, les ouvriers, ouvrières et employés des établissements et services de la guerre, qui le demanderont, pourront prendre un jour de repos le 1^{er} mai 1919, et que, pour ceux qui désiraient travailler, les établissements seront ouverts et les services fonctionneront comme d'habitude.

TOUTOUNE ET SON AMOUR

ROMAN INÉDIT

par M^{me} LUCIE DELARUE-MARDRUS

X
Printemps

Pommiers d'avril, miracle exact, luxe annuel de la campagne normande ; pommiers d'avril, forêt de corail blanc et rose au-dessus des herbes vertes ; pommiers d'avril, fragilité suspendue dans l'air acide, fraîcheur immaculée éclosée en plein ciel ; pommiers d'avril, lustres éphémères, épanouissement rond sorti des branchages noirs de l'hiver ; pommiers d'avril, floral sans feuilles, cages de fleurs où chantent les oiseaux de Dieu, pommiers d'avril, multipliez vos pétales, ouvrez vos milliers de petits cœurs, répandez votre frêle parfum, laissez au vent tomber votre neige, faites voler vos papillons légers ; pommiers d'avril, soyez plus beaux que jamais pour consoler une petite fille triste. Car l'âme d'une petite fille doit être pareille à vous, pommiers d'avril, et joveusement s'ouvrir au soleil, de toutes ses petites fleurs immacuées.

Comme dans une serre précieuse, Toutounne passait sous les branches fleuries, et elle souriait. Le printemps était par trop adorable. Pouvait-elle ne pas le saluer de toute sa ferveur d'enfant chaviré ?

Dès le matin, à peine éveillée, elle sentait que, dehors, des esprits mystérieux lui faisaient signe. Et, silôt habillée, elle sortait, avec un besoin de courir.

Dès les premiers pas dans l'avenue, elle se jetait sur la nature comme une petite brute. Il lui semblait qu'il fallait se dépêcher de tout regarder, de tout respirer, de tout écouter. Il y avait chaque matin des surprises nouvelles. Une allégresse grandissante s'exaltait, à mesure que les jours allongeaient. Aurore latente, couchant en retard, la nuit semblait reculer devant l'enlèvement de la lumière. « Joie ! Joie !... » criaient le ciel et la terre. « Espoir ! Espoir !... » répétaient les feuilles commencent.

Les marronniers du parc fulguraient déjà, de toutes leurs fleurs qui ressemblaient à des flambeaux ; les lilas préparaient leurs belles grappes odoriférantes ; dans l'ombre mauve du sous-bois, des petites corolles s'ouvraient par terre, comme des yeux ; un bourdon passant joint son étincelle et son roulement de frotte ; les derniers bourgeons, roulés comme des cornes, se développaient, abandonnant tout ; des nuages de plus en plus lumineux parcouraient le ciel de plus en plus bleu ; l'air tiédissait, l'herbe montrait ; et tous à la fois, sans jamais s'arrêter, toujours plus fort, exaspérés de bonheur, étourdissants, fatigants, obsédants, les oiseaux chantaient.

Vous ne travaillez plus du tout, disait Mlle Calpelle. Et pourtant, ces jours derniers, vous aviez fait beaucoup de progrès. Mais Toutounne n'entendait même pas. Elle était reprise par la terre comme par un grand amour, un moment endormi.

Des progrès...

Pauvre petit visage, comme, retour de Paris, vous étiez sage au-dessus du livre ennuyeux, sous la lampe, devant le grand feu de la cuisine !

Travailler !... Toutounne avait essayé cela, vaillamment. Une arrière-pensée la dirigeait, du reste. On avait écrit à maman pour demander des leçons de piano. Il y en avait un vieux dans la salle à manger. Tous les huit jours, Toutounne allait en ville, au cours de Mme Crozet, s'éloignant beaucoup de ne pas jouer plus tôt les marches de Chopin. Elle avait également, un jour, fait tout exprès un voyage en carrosse avec Lacoste, pour aller chercher des modèles de broderie. Il lui fallait tout de suite. N'avait-elle pas vu maman broder, à Paris ?

Chaque matin, malgré toutes oppositions, elle prenait son tub dans le bain de siège de la grand'tante ; depuis qu'il faisait moins froid, elle avait forcé la nourrice à la servir dans la salle à manger, à mettre une nappe sur la table, à dresser coquettement le couvert. Chaque jour, elle composait elle-même le petit bouquet qui fleurissait ses repas solitaires. Il faut bien, quand on est abandonnée, se racrocher à quelque chose.

Toutounne était née courageuse. A défaut de la chère présence réelle, son instinct lui disait qu'il fallait, comme un trésor sacré, conserver les paroles du court enseignant maternel, qu'il fallait les suivre point par point, jalousement.

Comme cela, je suis encore un tout petit peu à Paris...

Heureuse de voir la pauvre gamine s'a-

muser de ces changements, la nourrice cédait à tous les caprices nouveaux, bien qu'en maugréant un peu. Mais le jour que l'enfant parla de balayer et d'épousseter chaque matin toute la maison et de faire la lessive des murs, elle ne put s'empêcher, presque fâchée, de remarquer :

— Si tu continues, tu vas, à ton âge, devenir la copie de défunte Mme de Gournerville, qu'était vaillante comme un gendarme et mauvais comme un vieux serpent. D'abord ton minois la porte déjà.

Or, le printemps avait passé, les velléités avaient disparu. Toutounne ne garda de son nouveau régime que les repas dans la salle à manger et le bain du matin.

Maman avait dit : « Il faut devenir une petite fille très soignée... Sans ça tu ressemblerais à ton père. »

Elle continua, malgré la transe panique que la poussait dehors, à surveiller particulièrement ses ongles. Et, certes, ce sacrifice lui coûtait, énormément. Mais les leçons !... Mais les devoirs !... Est-ce qu'on peut apprendre la grammaire quand il y a le printemps sur les routes ?... Même les semailles de piano n'avaient plus aucun charme.

Une lettre de Mme Villeroy fut apportée, un matin, par le facteur. Elle ne disait rien de plus que d'ordinaire, cette lettre. Mais elle était accompagnée d'un petit paquet à l'adresse de Toutounne. Celle-ci le développa.

— Oh !... Al... Al...

C'étaient les photographies prises, à Paris, dans le bel atelier du photographe à la mode. Les six poses choisies étaient au complet. Il y en avait deux de chaque.

Nuageuse et retouchée, Toutounne, presque jolie, Toutounne jouait à jouer avec sa mère, en plein idéal.

La fillette poussa d'abord des petits cris, comme font les enfants. Mais, un peu plus tard, quand elle eut fini de faire admirer ses portraits à la nourrice, elle les emporta dans sa chambre, et là, toute seule, elle les regarda longtemps avec des yeux consternés de femme.

En descendant, elle dit :

— Nounou, je voudrais aller en ville, aujourd'hui, pour acheter un cadre.

On emporta les photographies. Le cadre choisi, la petite y glissa celle qu'elle aimait le mieux. Et le soir, en rentrant, elle posa cela sur sa table, à la tête de son lit.

Ironique portrait, image cruelle d'un bonheur qui n'avait pas duré !

Tandis que la fillette contemplait, toute l'âme refoulée dans sa petite âme remontait avec force, empoisonnant le printemps, empoisonnant l'enfance.

Toutounne était née courageuse... Mais ce portrait, ce crève-cœur, c'était vraiment trop pour elle. Ce portrait là bafouait, ce portrait là détraqu

Le Pacte de la Société des Nations

VOICI LE NOUVEAU TEXTE QUI A ÉTÉ RATIFIÉ HIER EN SÉANCE PLÉNIÈRE PAR LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Considérant que, pour développer la coopération entre les Nations et pour leur garantir la paix et la sécurité, il importe d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre, d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur, d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des gouvernements, de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des Traités dans les rapports mutuels des peuples organisés.

Adoptent le présent Pacte qui institue la Société des Nations.

Composition de la Société.

Article premier. — Sont membres originaires de la Société des Nations, ceux des Signataires dont les noms figurent dans l'annexe au présent Pacte, ainsi que les États, également nommés dans l'annexe, qui auront accédé au présent Pacte sans aucune réserve par une déclaration déposée au Secrétariat dans les deux mois de l'entrée en vigueur du Pacte et dont notification sera faite aux autres Membres de la Société.

Tout État, Dominions ou Colonie qui se gouverne librement et qui n'est pas désigné dans l'annexe peut devenir Membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux et qu'il accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires et navals.

Tout Membre de la Société peut, après un préavis de deux ans, se retirer de la Société, à la condition d'avoir rempli à ce moment toutes ses obligations internationales, y compris celles du présent Pacte.

Organes.

Art. 2. — L'action de la Société, telle qu'elle est définie dans le présent Pacte, s'exerce par une Assemblée et par un Conseil assistés d'un Secrétariat permanent.

Assemblée.

Art. 3. — L'Assemblée se compose de Représentants des Membres de la Société. Elle se réunit à des époques fixes et à tout autre moment, si les circonstances le demandent, au siège de la Société ou en tel autre lieu qui pourra être désigné. L'Assemblée connaît de toute question qui rentre dans la sphère d'activité de la Société ou qui affecte la paix du monde. Chaque Membre de la Société ne peut compter plus de trois Représentants dans l'Assemblée et ne dispose que d'une voix.

Conseil.

Art. 4. — Le Conseil se compose de Représentants des États-Unis d'Amérique, de l'Empire Britannique, de la France, de l'Italie et du Japon, ainsi que de Représentants de quatre autres Membres de la Société. Ces quatre Membres sont désignés librement par l'Assemblée et aux époques qu'il lui plaît de choisir. Jusqu'à la première désignation par l'Assemblée, les Représentants de ces Membres sont membres du Conseil.

Avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée, le Conseil peut désigner d'autres membres pour la représentation sera désormais permanente au Conseil. Il peut, avec la même approbation, augmenter le nombre des Membres de la Société qui seront choisis par l'Assemblée pour être représentés au Conseil.

Le Conseil se réunit quand les circonstances le demandent, et au moins une fois par an, au siège de la Société ou en tel autre lieu qui pourra être désigné.

Le Conseil connaît de toute question concernant la sphère d'activité de la Société ou affectant la paix du monde. Tout Membre de la Société qui n'est pas représenté au Conseil est invité à y envoyer un Représentant lorsqu'une question qui intéresse particulièrement est portée devant le Conseil.

Chaque Membre de la Société représenté au Conseil ne dispose que d'une voix et n'a qu'un Représentant.

Procédure.

Art. 5. — Sauf disposition expressément contraire du présent Pacte, les décisions de l'Assemblée ou du Conseil sont prises à l'unanimité des Membres représentés à la réunion.

Toutes questions de procédure qui se posent aux réunions de l'Assemblée ou du Conseil, y compris la désignation des Commissions chargées d'enquêter sur des points particuliers, sont réglées par l'Assemblée ou le Conseil, et décidées à la majorité des Membres de la Société représentés à la réunion.

La première réunion de l'Assemblée et la première réunion du Conseil auront lieu sur la convocation du Président des États-Unis d'Amérique.

Secrétariat.

Art. 6. — Le Secrétariat permanent est établi au siège de la Société. Il comprend un Secrétaire général, ainsi que les secrétaires et le personnel nécessaires.

Le premier Secrétaire général est désigné dans l'annexe. Par la suite, le Secrétaire général sera nommé par le Conseil avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée.

Les secrétaires et le personnel du Secrétariat sont nommés par le Secrétaire général avec l'approbation du Conseil.

Le Secrétaire général de la Société est de droit Secrétaire général de l'Assemblée et du Conseil. Les dépenses du Secrétariat sont supportées par les Membres de la Société dans la proportion établie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Siège et immunités.

Art. 7. — Le siège de la Société est établi à Genève.

Le Conseil peut à tout moment décider de l'établir en tout autre lieu.

Toutes les fonctions de la Société ou des services qui s'y rattachent, y compris le Secrétariat, sont également accessibles aux hommes et aux femmes.

Les Représentants des Membres de la Société et ses agents jouissent dans l'exercice de leurs fonctions des privilèges et immunités diplomatiques.

Les bâtiments et terrains occupés par la Société, par ses services ou ses réunions sont inviolables.

Limitation des armements.

Art. 8. — Les Membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune.

Le Conseil tient compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque État-Membre pour préparer les plans de cette réduction, en vue de l'examen et de la décision des divers Gouvernements.

Ces programmes doivent faire l'objet d'un nouvel examen et, s'il y a lieu, d'une révision tous les dix ans au moins.

Après leur adoption par les divers Gouvernements, la limite des armements ainsi fixée ne peut être dépassée sans le consentement du Conseil.

Considérant que la fabrication privée des munitions et du matériel de guerre soulève de graves objections, les Membres de la Société chargent le Conseil d'aviser aux mesures propres à en éviter les fâcheux effets, en tenant compte des besoins des Membres de la Société qui ne peuvent pas fabriquer les munitions et le matériel de guerre nécessaires à leur sécurité.

Les Membres de la Société s'engagent à échanger, de la manière la plus franche et la plus complète, tous renseignements relatifs à l'échelle de leurs armements, à leurs programmes militaires et navals et à la condition de celles de leurs industries susceptibles d'être utilisées pour la guerre.

Commission militaire et navale.

Art. 9. — Une commission permanente est formée pour donner au Conseil son avis sur l'exécution des dispositions des articles 1 et 8 et d'une façon générale, sur les questions militaires et navales.

Garantie de territoire et d'indépendance.

Art. 10. — Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation.

Menaces de guerre.

Art. 11. — Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, quelle qu'elle soit, directement ou indirectement, affecte la paix du monde. Les Membres de la Société, intéressés à la paix, ont le droit de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des Nations. En pareil cas, le Secrétaire général convoque immédiatement le Conseil, à la demande de tout Membre de la Société.

Il est, en outre, déclaré que tout Membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations dont la paix dépend.

Procédure en cas de différend.

Art. 12. — Tous les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à la procédure de l'arbitrage, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil.

Dans tous les cas prévus par cet article, la sentence des arbitres doit être rendue dans un délai raisonnable, et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois à dater du jour où il aura été saisi du différend.

Arbitrage.

Art. 13. — Les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à l'arbitrage.

Parmi ceux qui sont généralement susceptibles de solution arbitrale on déclare tous les différends relatifs à l'interprétation d'un Traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui s'y était établi, à la réalité de tout engagement international, ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

La Cour d'arbitrage à laquelle la cause est soumise est la Cour désignée par les Parties ou prévue dans leurs Conventions antérieures.

Les Membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout Membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

Cour de justice.

Art. 14. — Le Conseil est chargé de préparer un projet de Cour permanente de justice internationale et de le soumettre aux Membres de la Société. Cette Cour connaîtra de tous différends d'une nature internationale que les Parties lui soumettront. Elle donnera aussi des avis consultatifs sur tout différend ou tout point dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée.

Examen de différend par le Conseil ou l'Assemblée.

Art. 15. — S'il s'élève entre les Membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13, les Membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complet.

Dans le plus bref délai les Parties doivent communiquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives. Le Conseil peut en ordonner la publication immédiate.

Le Conseil s'efforce d'assurer le règlement du différend. S'il y réussit, il publie, dans la mesure qu'il juge utile, un exposé relatant les faits, les explications qu'ils comportent et les termes de ce règlement.

Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport, voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande.

comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce.

Tout Membre de la Société représenté au Conseil peut également publier un exposé des faits du différend et ses propres conclusions.

Si le rapport du Conseil est accepté à l'unanimité, le vote des Représentants des Parties ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité, les Membres de la Société s'engagent à ne recourir à la guerre contre aucune Partie qui se conforme aux conclusions du rapport.

Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous les membres autres que les Représentants de toute Partie au différend, les Membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice.

Si l'un des Parties prétend et si le Conseil accorde, que le différend porte sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de cette Partie, le Conseil le constatera dans un rapport, mais sans recommander aucune solution.

Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée. L'Assemblée pourra, de même être saisie du différend à la requête de l'une des Parties; cette requête devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil.

Dans toute affaire soumise à l'Assemblée, les dispositions du présent article et de l'article 12 relatives à l'action et aux pouvoirs du Conseil s'appliquent également à l'action et aux pouvoirs de l'Assemblée. Il est entendu qu'un rapport fait par l'Assemblée avec l'approbation des Représentants des Membres de la Société représentés au Conseil et d'une majorité des autres Membres de la Société, à l'exclusion, dans chaque cas, des représentants des Parties, a le même effet qu'un rapport du Conseil adopté à l'unanimité des membres autres que les Représentants des Parties.

Sanctions.

Art. 16. — Si un Membre de la Société recourt à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 et 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres Membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux du Membre de la Société en rupture de pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet État et ceux de tout autre État, membre ou non de la Société.

En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers Gouvernements intéressés les effectifs militaires ou navals par lesquels les Membres de la Société contribueraient respectivement à la constitution des forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

Les Membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'État en rupture de pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leur territoire de tout Membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

Peut être exclu de la Société tout Membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un engagement résultant du présent Pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres Membres de la Société représentés au Conseil.

Différend affectant un ou plusieurs États non membres de la Société.

Art. 17. — En cas de différend entre deux États, dont un seulement est Membre de la Société ou dont aucun n'en fait partie, l'État ou les États étrangers à la Société sont invités à se soumettre aux obligations qui s'imposent à ses Membres aux fins de règlement du différend, aux conditions énoncées ci-dessus.

Si cette invitation est acceptée, les dispositions des articles 12 à 16 s'appliquent, sous réserve des modifications jugées nécessaires par le Conseil.

Dès l'envoi de cette invitation, le Conseil ouvre une enquête sur les circonstances du différend et propose telle mesure qui lui paraît la meilleure et la plus efficace dans le cas particulier.

Si l'État invité, refusant d'accepter les obligations de Membre de la Société aux fins de règlement du différend, recourt à la guerre contre un Membre de la Société, les dispositions de l'article 16 lui sont applicables.

Si les deux Parties invitées refusent d'accepter les obligations de Membre de la Société aux fins de règlement du différend, le Conseil peut prendre toutes mesures et faire toutes propositions de nature à prévenir les hostilités et à amener la solution du conflit.

Enregistrement des traités.

Art. 18. — Tout Traité ou Engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat. Aucun de ces Traités ou Engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré.

Nouvel examen des traités.

Art. 19. — L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les Membres de la Société à procéder à un nouvel examen des Traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.

Engagements incompatibles avec le pacte.

Art. 20. — Les Membres de la Société reconnaissent, chacun en ce qui le concerne, que le présent Pacte abroge toutes obligations ou ententes *inter se* incompatibles avec ses termes et s'engagent solennellement à n'en pas contracter à l'avenir de semblables.

Si, avant son entrée dans la Société, un Membre a assumé des obligations incompatibles avec les termes du Pacte, il doit prendre des mesures immédiates pour se dégager de ces obligations.

Engagements compatibles avec le pacte.

Art. 21. — Les engagements internationaux, tels que les Traités d'arbitrage, et les ententes régionales, comme la doctrine de Monroe, qui assurent le maintien de la paix, ne sont considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent Pacte.

Mandats.

Art. 22. — Les principes suivants s'appliquent aux colonies et territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des États qui les gouvernaient précédemment et qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne. Le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation, et il convient d'incorporer dans le présent Pacte des garanties pour l'accomplissement de cette mission.

La meilleure méthode de réaliser pratiquement ce principe est de confier la tutelle de ces peuples aux Nations développées qui, en raison de leurs ressources, de leur expérience ou de leur position géographique, sont le mieux à même d'assumer cette responsabilité et qui consentent à l'accepter; elles exerceront cette tutelle en qualité de Mandataires et au nom de la Société.

Le caractère du mandat doit différer suivant le degré de développement du peuple, la situation géographique du territoire, ses conditions économiques et toutes autres circonstances analogues.

Certaines communautés, qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman, ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à condition que les conseils et l'aide d'un Mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour le choix du Mandataire.

Le degré de développement où se trouvent d'autres peuples, spécialement ceux de l'Afrique centrale, exige que le Mandataire y assume l'administration du territoire à des conditions qui, avec la prohibition d'abus, tels que la traite des esclaves, la traite des armes et celle de l'alcool, garantiront la liberté de conscience et la religion, sans autres limitations que celles que peuvent imposer le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs et l'interdiction d'établir des fortifications ou des bases militaires ou navales et de donner aux indigènes une instruction militaire, si ce n'est pour la police ou la défense du territoire, et qui assureront également aux autres Membres de la Société des conditions d'égalité pour les échanges et le commerce.

Enfin, il y a des territoires, tels que le Sud-Ouest africain et certaines îles du Pacifique austral qui, par suite de la faible densité de leur population, de leur superficie restreinte, de leur éloignement des centres de civilisation, de leur contiguïté géographique au territoire du Mandataire, ou d'autres circonstances, ne sauraient être mieux administrés que sous les lois du Mandataire, comme une partie intégrante de son territoire, sous réserve des garanties prévues plus haut dans l'intérêt de la population indigène.

Dans tous les cas ci-dessus visés, le Mandataire doit envoyer au Conseil un rapport annuel concernant les territoires dont il a la charge.

Si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil.

Une Commission permanente sera chargée de recevoir et d'examiner les rapports annuels des Mandataires et de donner au Conseil son avis sur toutes les questions relatives à l'exécution des mandats.

Administration internationale.

Art. 23. — Sous la réserve, et en conformité des dispositions des Conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les Membres de la Société s'engagent à :

a) S'efforcer d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organisations internationales nécessaires ;

b) S'engager à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration ;

c) Charger la Société du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants, du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles ;

d) Charger la Société du contrôle général du commerce des armes et des munitions avec les pays où le contrôle de ce commerce est indispensable à l'intérêt commun ;

e) Prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les Membres de la Société, étant entendu que les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre de 1914-1918 devront être prises en considération ;

f) S'efforceront de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies.

Bureaux internationaux.

Art. 24. — Tous les bureaux internationaux antérieurement établis par Traités collectifs seront, sous réserve de l'assentiment des Parties, placés sous l'autorité de la Société. Il en sera de même de tous autres bureaux et de toutes Commissions pour le règlement des affaires d'ordre international qui seront créés ultérieurement.

Pour toutes questions d'intérêt international régies par des conventions générales, mais non soumises au contrôle de Commissions ou de bureaux internationaux, le Secrétariat de la Société devra, si les Parties le demandent et si le Conseil y consent, réunir et distribuer toutes informations utiles et prêter toute l'assistance nécessaire ou désirable.

Le Conseil peut décider de faire rentrer dans les dépenses du Secrétariat celles de tout Bureau ou Commission placé sous l'autorité de la Société.

Croix-Rouge.

Art. 25. — Les Membres de la Société

s'engagent à encourager et à favoriser l'établissement et la coopération des organisations volontaires nationales de la Croix-Rouge, dûment autorisées, qui ont pour objet l'amélioration de la santé, la défense préventive contre la maladie et l'adoucissement de la souffrance du monde.

Revision.

Art. 26. — Les amendements au présent Pacte entreront en vigueur dès leur ratification par les Membres de la Société dont les Représentants composent le Conseil et par la majorité de ceux dont les Représentants forment l'Assemblée.

Tout Membre de la Société est libre de ne pas accepter les amendements apportés au Pacte, auquel cas il cesse de faire partie de la Société.

ANNEXE AU PACTE

Voici la liste des membres originaires de la Société des Nations signataires du traité de paix, qui figurent à l'annexe prévue par l'article premier du Pacte :

États-Unis d'Amérique, Belgique, Bolivie, Brésil, empire britannique (Canada, Australie, Afrique du sud, Nouvelle-Zélande, Inde), Chine, Cuba, Équateur, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Italie, Japon, Liberia, Nicaragua, Panama, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Serbie, Siam, Tcheco-Slovaquie, Uruguay.

SPORTS

LA CROIX D'UN SPORTIF

Nous avons le plaisir d'annoncer la nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur de Allan H. Muhr, que tous les sportifs français connaissent de longue date.

Avant la guerre, Muhr avait acquis une grande popularité par sa connaissance à la fois pratique et technique du football



Muhr

rugby, puisqu'il a fait partie d'excellentes équipes de sélection françaises et qu'il s'est montré par la suite arbitre impeccable. Malgré sa nationalité américaine, Muhr avait manifesté, en temps de paix, un tel enthousiasme et un tel amour pour notre pays qu'il avait véritablement acquis droit de cité chez nous et même dans notre équipe nationale. Quand la guerre survint, Muhr ne cessa pas de se considérer comme l'un des nôtres ; il s'engagea à notre service et obtint, au cours de la campagne, deux citations élogieuses, antérieures à l'entrée en guerre, à nos côtés, des États-Unis.

Quand les Américains vinrent en France, Muhr prit l'uniforme kaki. Il est actuellement capitaine et s'occupe de l'organisation des sports et du championnat de l'athlétisme de l'armée américaine en France.

— A. G.

CYCLISME

Le Circuit cycliste des Champs de bataille. — Strasbourg, 28 avril. — Le départ de la première étape du Circuit cycliste des Champs de bataille (Strasbourg-Luxembourg) a été donné ce matin à 6 heures.

Quatre-vingt-cinq coureurs ont pris le départ. La distance à couvrir est de 275 kilomètres.

FOOTBALL-ASSOCIATION

Un match à Tourcoing. Dans le but de réunir l'argent nécessaire à l'érection d'un monument en l'honneur de ses équipiers morts pour la France, l'Union Sportive Tourcoingnoise avait invité l'Olympique Lillois, dimanche dernier, à venir disputer un match sur son terrain. Le public, très nombreux, assista à une partie très coriace, mais très disputée ; ce n'est qu'à la fin du match que l'U.S.T. parvint à marquer la goal qui lui assura la victoire par 4 à 3.

Faites-lui place dans votre maison

Il est toujours utile de conserver sous la main un antiseptique calmant et adoucissant. L'Onguent Foster répond à ce besoin sous beaucoup de rapports. Il calme les démangeaisons atroces de l'eczéma, du psoriasis, de l'acné, herpès, engelures, piqûres d'insectes, frottes de bébé et les souffrances intolérables causées par les hémorroïdes.

Appliqué sur la peau, il est absorbé sans laisser de résidu et agit aussitôt. Il favorise l'évacuation et l'inflammation. Ses propriétés adoucissantes en font un remède populaire dans toutes les affections de la peau, ce qui a fait dire qu'on devrait trouver une boîte d'Onguent Foster dans chaque maison.

L'Onguent Foster est en vente dans toutes les pharmacies, au prix de 3 fr. 50 la boîte, plus 0 fr. 40 d'impôt, ou franco par la poste. H. Bina, Pharmacien, 25, rue Saint-Ferdinand, Paris (17).

Vient de paraître en réimpression : ALBERT, prince de Monaco

LA GUERRE ALLEMANDE et la Conscience universelle

1 vol., 3 fr. PAYOT, Paris, 106, Bd St-Germain

20 fr. COLIS DE PARFUMERIE

franco gare. Contre remboursement, 0,75 en plus. 3 savons, 120 g. eau cologne, 60 g. dentif, 60 g. p. riz, 60 g. iris, 1 crème de beauté en parfum, 1 surprise. IDEAL-FABRIC, 5, r. d'Éaubonne, SAINVOIS (S.-O.)

La Bretelle "Gallia" A DOS AUTO-AJUSTEUR ne gêne aucun mouvement du corps. Breveté S. G. D. G.

Pattes tissées boutonnées "INUSABLES" Bouclerie inoxydable par procédés nouveaux. VENLIS EN GROS :

48, rue de Bondy, PARIS

En vente dans toutes les bonnes maisons

M. Saint-Granier et Gabaroché se voient l'obligation de remettre la répétition générale du spectacle de la Potinière à vendredi prochain 2 mai, 8 h. 45. Les invités sont prévenus qu'on disposera des places occupées au lever du rideau.

Le Théâtre Cadet-Rousselle, 17, rue Caumartin, retient la date du vendredi 2 mai pour la répétition générale de *Le Petit Frère*

